



Locaux associatifs
4 place de la Manu
44000 Nantes
romeurope.nantes@gmail.com

Bidonvilles : La maire de Carquefou demande expressément au préfet l'expulsion des familles roumaines migrantes installées, sans titre mais pas sans droits, sur le site du moulin Boisseau.

Il s'agit d'environ 300 personnes dont 40% d'enfants qui ont trouvé refuge sur ce parking d'entrepôt à Carquefou après avoir été expulsées successivement de Saint-Herblain en avril 2015 et de Nantes début juillet 2015.

Depuis leur installation sur ce lieu, et après qu'une décision de justice ordonnant leur départ ait été prise le 28 juillet, le collectif romeurope de l'agglomération nantaise a demandé, en vain, à la préfecture et à Nantes Métropole qu'un projet soit fait pour et avec ces familles afin que cesse l'errance et toutes les ruptures qu'elle entraîne en termes de santé, de scolarisation, de maintien dans l'emploi.

Aujourd'hui, madame la maire de Carquefou qui déclarait (OF du 2 septembre) avoir l'assurance du préfet que l'expulsion serait réalisée, avec pour objectif «l'éclatement du camp sur l'ensemble de l'agglomération», perd patience et va même jusqu'à envisager d'utiliser le site de la mairie pour abriter une pétition demandant l'expulsion des familles. Et ce, le jour même où le commissaire aux droits de l'Homme du conseil de l'Europe fait part au ministre de l'intérieur de ses inquiétudes sur les évacuations opérées sur le territoire Français qui ont concerné 11000 personnes (dont 40% d'enfants) en 2015, et se dit préoccupé par le climat d'antitsiganisme qui touche la France.

En avril 2015, c'étaient des élus d'Indre, aidés de quelques citoyens qui faisaient entrave à la circulation pour empêcher les familles expulsées de venir sur leur commune, aujourd'hui, c'est la maire de Carquefou qui utilise le site de la mairie pour monter une partie de la population contre une autre. Et demain ?

Le collectif Romeurope dénonce une politique d'attente qui balance entre le pourrissement des situations et/ou les expulsions violentes. Politique humainement et financièrement coûteuse, et qui risque de poser de graves problèmes en termes de vivre ensemble.

Le collectif Romeurope continue et continuera, aux côtés des habitants des bidonvilles, d'interpeller les pouvoirs publics pour qu'une politique humaine et profitable à toutes et tous se mette enfin en place. Le collectif Romeurope rappelle la promesse de la présidente de Nantes Métropole de la tenue, avant fin 2015, d'une conférence des maires des 24 communes de l'agglomération pour initier une politique coordonnée au niveau de l'agglomération.

Enfin, fort de son expérience et de son expertise, le collectif Romeurope se déclare prêt à participer à la mise en place d'une telle politique.

Le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise est composé

- d'associations de défense des Droits de l'Homme : LDH, MRAP, GASPROM-ASTI
- d'associations humanitaires : Médecins du Monde, CIMADE, CCFD-Terre Solidaire
- d'association d'éducation populaire : Ligue de l'Enseignement-FAL 44
- d'associations de solidarité : Romsî Indre, Soleil Roms Ste-Luce, Sol'Rom St-Herblain, Ame Sam Rezé, Solidaroms Vigneux, Treillières Solidaire, Avec Carquefou, Action Solidaire Orvault, Droujba Clisson, Solida-Roms-Bouguenais, Association Solidaire Roms Nantes Est, Citoyens Solidaires Montaigu, Solidarité Nantes centre, Cell'Accueil, ADIS Sautron, Fraternité couëronnaise
- ainsi que de citoyens.

Il est indépendant de tout parti politique et non confessionnel.

